

# ASIES EN LUTTE!



Bulletin du groupe de travail Asie du NPA- Numéro 5 - Janvier-Mars 2011

## Editorial

Si l'on en croit l'horoscope chinois, cette nouvelle année qui s'ouvre sous le signe du lapin devrait être remarquable de tranquillité. Place à la diplomatie et aux négociations !

Le vent qui souffle du Moyen-Orient offre fort heureusement une toute autre perspective. Les peuples prennent leur destinée en main, renversent les dictateurs honnis, se battent pour approfondir une révolution permanente qui se veut sociale et démocratique.

Un exemple et un espoir pour tous les opprimés et les laissés pour compte.

Le vent souffle si fort qu'il se fait sentir jusqu'en Asie.

Dans les pays où la religion musulmane est majoritaire, les révolutions du Moyen-Orient ont fait la démonstration éclatante que les populations ne sont pas condamnées à l'alternative entre régime autoritaire ou fondamentalisme religieux. Une autre voie est possible ! Sociale et démocratique.

Les régimes autoritaires, qui sont légions sur le continent, se sentent tout à coup moins à l'aise. Le gouvernement chinois tremble devant le mot jasmin, le gouvernement pakistanais ne voit aucune similitude avec l'Égypte ou la Tunisie. En Corée du Nord, Kim Jung Un, fils du dictateur Kim Jung Il et son remplaçant désigné, doit sûrement méditer sur le sort de son ami Moubarak...

Car les motifs de mécontentement ne manquent pas en Asie. Même si globalement le continent a mieux résisté à la crise économique qui secoue le monde, les travailleurs n'ont pas été épargnés, loin s'en faut. A l'Est aussi le fossé entre les riches et les pauvres s'accroît. La hausse du prix des matières premières et des aliments de base, la surexploitation de la main d'œuvre ouvrière ont provoqué ces derniers mois une vague de grève en Chine, au Bangladesh, au Cambodge et au Pakistan entre autres.

Rien ne rapproche les peuples d'Asie des fourmis besogneuses que les médias aiment à décrire pour mieux masquer la réalité : comme au Moyen-Orient, les peuples d'Asie aspirent à la démocratie et à la justice sociale.

### SOMMAIRE

#### Brèves :

Népal – Birmanie – Philippines – Corée du Nord – Pakistan - Thaïlande

#### Chine

Conflits en mer de Chine du sud

#### Asie

Intensification des luttes ouvrières

#### Inde

Condamnation d'un militant des droits de l'homme

#### Viêt Nam

A l'aube de l'année du chat

#### Nos récents articles

# BREVES

## NEPAL

Il aura fallu 7 mois et pas moins de 16 tentatives infructueuses pour que le parlement népalais parvienne à un accord et élise son Premier ministre le 3 février. Ce petit État himalayen, coincé entre la Chine et l'Inde a vécu depuis 2006 des bouleversements sans précédents. La signature en 2006 d'un traité de paix entre l'insurrection maoïste et le gouvernement en place a mis fin à une guerre civile longue de 10 ans (1996-2006) et a ouvert la porte à l'abolition de la monarchie en décembre 2007. Les élections de 2008, ont permis au parti maoïste de Pushpa K. Dahal dit « Prachanda » (le féroce), dirigeant de la guérilla maoïste, de remporter les élections législatives et d'instituer un mois plus tard la République. Ce gouvernement n'a cependant duré que quelques mois, la question de la réintégration des combattants maoïstes à la vie civile ou dans l'armée, ayant précipité sa chute.



Prachanda

Le nouveau premier ministre Jhakanath Khanal (un opposant de longue date à la monarchie) a été élu par une coalition de gauche entre son parti, le parti communiste népalais – marxistes léninistes unifiés (CPN-UML), et le parti de Prachanda (UCPN-Parti communiste unifié du Népal), majoritaire au parlement mais qui a finalement retiré sa candidature et appuyé celle de Khanal. L'alliance a pour objectif de former un gouvernement nationaliste et démocratique. Khanal remplace un premier ministre élu par

une alliance entre le parti du Congrès Népalais et le CPB-UML (une alliance de centre gauche). Il n'est cependant pas certain que cette élection ouvre la porte à une période de stabilité. La situation socio-économique du pays est très dégradée, le dossier du sort des combattants maoïstes reste entier et le nouveau gouvernement doit achever la rédaction de la nouvelle Constitution. Il est peut probable que les propositions que feront la nouvelle coalition politique soit du goût des courants monarchistes et du parti du congrès népalais.

## BIRMANIE

Le nouveau parlement élu à la suite des élections du 7 novembre 2010 s'est réuni pour la première fois le 31 janvier. Aucune surprise dans sa composition. Les chambres hautes et basses sont complètement dominées par les représentants de la junte au pouvoir depuis maintenant 30 ans (USDP – Union Solidarity and Development Party) et par les militaires qui disposent automatiquement de 25% des sièges. Le 4 février 2011, le parlement a élu Thein Sein premier Président civil de la République Fédérale du Myanmar. Un signe de plus que la Birmanie est toujours sous la coupe de la junte militaire malgré ses nouveaux habits civils. Thein Sein est le dernier premier ministre du régime militaire et la principale marionnette du dictateur Than Shwe.

Les élections du 7 novembre et la libération d'Aung San Suu Kyi ont par ailleurs relancé le débat sur la nécessité et l'efficacité des sanctions économiques contre la Birmanie. De nombreux États ont allégué d'« avancées démocratiques » dans le pays pour revendiquer leur suppression. Le 16 janvier, les ministres des affaires étrangères des pays de l'ASEAN ont appelé à la levée des sanctions, suivis quelques jours plus tard par plusieurs des principaux partis ethniques birmanais ainsi que la Force démocratique nationale (NDF) et le Parti démocratique (DP). Selon les détracteurs des sanctions, elles auraient aggravé le retard économique du pays. Une analyse un tant soit peu approfondie de cette question contredit pourtant ces faits. Les appels à la levée des sanctions sont en fait motivés par des calculs politiques et ont peu à voir avec le développement

économique de la Birmanie et le bien être de sa population. Les 2100 prisonniers politiques toujours détenus dans les infâmes prisons birmanes attestent, s'il en était besoin, de l'absence d'engagement des dirigeants birmanes en faveur de la démocratie.



Sur le sujet des sanctions économiques, on peut se référer au dernier communiqué de la Ligue Nationale pour la Démocratie (en français et en anglais) sur le site d'Info Birmanie (<http://www.info-birmanie.org/web/>) et aux différents rapports rédigés par The Burma Campaign (<http://www.burmacampaign.org.uk/>).

## PHILIPPINES

Le 15 février de nouveaux pourparlers de paix ont repris à Oslo entre le Parti communiste des Philippines (CPP), sa branche armée (Nouvelle armée du peuple - NPA) et le Front national démocratique (NDF) d'un côté, et de l'autre le gouvernement Aquino. Il s'agit de solder un conflit militaire qui dure depuis 43 ans et a conduit à la mort de dizaines de milliers de combattants et de civils. Malgré une petite force militaire estimée aujourd'hui à moins de 5000 hommes, l'armée régulière n'a jamais été en mesure de stopper l'insurrection.

L'impact du conflit se fait sentir bien au-delà des zones reculées où se déroulent les combats. Ces 20 dernières années, le CPP s'est sectarisé, s'attaquant parfois à d'autres organisations progressistes ou révolutionnaires. Les militants se retrouvent ainsi parfois la cible tant des militaires et des paramilitaires que de la NPA, ce qui a contribué à une division des forces de la gauche philippines.

Il n'est malheureusement pas certain que les négociations de paix entre le CPP et le gouvernement aboutiront. Les principaux dirigeants de la guérilla ont maintenant dans les 60 et 70 ans. Ils ont dédié l'essentiel de leur vie au renversement du gouvernement philippin et il n'est pas sûr qu'ils veuillent un accord de leur vivant, d'autant plus qu'un tel accord impliquerait des changements drastiques au sein des forces armées. Pas sûr que la volonté de paix soit partagée par les parties concernées.

## COREE DU NORD

L'analyse d'une dictature peut être le travail de toute une vie, voire plus ! La Corée du nord en est un bel exemple. Kim Il Sung fondateur et premier dirigeant l'État nord-coréen en 1948 a régné jusqu'à sa mort en 1994. Son fils, Kim Jung Il lui succéda alors. D'aucun prédisait une rapide chute de ce pouvoir despotique. Ce ne fut pas le cas et nous sommes maintenant à la veille d'une nouvelle transition entre Kim Jung Il et son fils Kim Jung Un. Personne ne se risque plus à faire de pronostics sur l'avenir de ce régime népotique. Mais le vent des révolutions qui souffle du Moyen-Orient montre que même les pires dictatures restent des régimes fragiles. Espérons que Kim Jung Un subira le même sort que son bon ami Moubarak.



Pendant ce temps, les coréens du nord font face à une nouvelle pénurie alimentaire très sévère. Des inondations survenues cet été ont détruit plus de 50% des récoltes de légumes et de certaines céréales. Selon Pyongyang, les réserves devraient être épuisées dès la mi-juin. Inutile de préciser que les catastrophes natu-

relles ne sont pas la seule raison de l'extrême gravité de la situation.

## PAKISTAN

Le 4 janvier dernier, Salman Taseer a été assassiné à Islamabad par un policier lui servant d'escorte et censé le protéger. Il a payé de sa vie son opposition à la loi criminalisant le blasphème. Moins de deux mois après, le seul ministre chrétien du gouvernement, Shahbaz Bhatti a aussi été assassiné pour les mêmes raisons.

Tous deux étaient membres du Parti du peuple pakistanais (PPP), au pouvoir. Homme d'affaires, politicien, Taseer était connu pour ses opinions libérales en matière de mœurs et son combat contre l'intolérance religieuse. Il était devenu une bête noire des islamistes alors que l'abolition de la loi anti-blasphème est exigée par les milieux progressistes du Pakistan. Shahbaz avait récemment révélé qu'il se sentait menacé pour avoir dénoncé les discriminations dont sont victimes les plus faibles et pour avoir défendu les victimes de la loi contre le blasphème.

Les conservateurs ont mobilisé en masse pour que le blasphème reste passible de la peine de mort, organisant notamment une grève dans les centres urbains le 31 décembre 2010. Aujourd'hui, les religieux fanatiques saluent l'attentat du 4 janvier, criant victoire sur Internet et présentant le policier meurtrier, Mumtaz Qadri, comme un véritable héros de l'islam. Le 9 janvier encore, une manifestation a réuni près de 50.000 personnes à Karachi en défense de la loi. Il s'agit en fait pour les conservateurs de faire pression sur un régime politiquement affaibli, car ils ont déjà obtenu gain de cause sur la question du blasphème. Le Premier Ministre Yousouf Raza Gilani a en effet déclaré que son gouvernement n'avait pas l'intention d'abolir ni d'amender la loi.

Les conséquences de la criminalisation du blasphème sont pourtant particulièrement graves : spirales de violences sectaires, persécution des minorités religieuses (chrétiennes, hindoues mais aussi musulmanes), justification des pires extrémismes religieux, multiplication des règlements de comptes personnels...

Les opposants à cette loi mortifère se retrouvent aujourd'hui sans grande protection. Les

assassinats de Salman Taseer et de Shahbaz Bhatti montrent en effet à quel point les rouages de l'État sont infiltrés par les courants islamistes. Le message est clair : personne n'est à l'abri, même les puissants ; quiconque remet en cause la loi risque la mort selon une logique implacable : qui la critique commet déjà un blasphème, considéré crime capital. En ces temps meurtriers, les progressistes pakistanais méritent plus que jamais notre solidarité.

## THAÏLANDE

Début février des heurts entre militaires thaïlandais et cambodgiens ont eu lieu dans la zone proche du temple Preah Vihear. Ce temple qui figure sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité est revendiqué par la Thaïlande bien qu'en 1962 la cour internationale de Justice de La Haye confirma la propriété par le nouvel État cambodgien indépendant.

Au-delà de la dimension internationale, le conflit est largement alimenté par la politique intérieure thaïlandaise. Le Premier ministre Abhisit Vejjajiva a récemment laissé entendre qu'il pourrait dissoudre le parlement et appeler à des élections dès avril, c'est-à-dire 8 mois avant la fin de son mandat. Il est sous pression des Chemises jaunes, un mouvement ultranationaliste, qui est redescendu dans les rues de Bangkok pour défendre la souveraineté du « territoire thaïlandais » et dénoncer un Premier ministre « faible » qui laisse « piétiner » la souveraineté nationale thaï. Abhisit pense peut être que sa posture nationaliste lui apportera des voix dans les futures élections qui devraient lui être défavorable et sans doute voir la victoire du Puea Thai, un parti d'opposition héritier du parti de Thaksin renversé lors du coup d'État militaire du 19 septembre 2006.



# CONFLITS EN MER DE CHINE DU SUD

DANIELLE SABAI – LE 26 FEVRIER 2011

*Le conflit qui oppose la République Populaire de Chine (RPC) à plusieurs pays d'Asie du Sud-est autour des groupes d'îles Paracelles et Spratley permet d'illustrer l'évolution du rôle et de la puissance de la Chine en Asie ainsi que les évolutions des rapports de forces avec les USA.*



## DES ENJEUX IMPORTANTS POUR LA CHINE

La zone en question a attiré l'attention depuis plus d'un an car le changement de contexte y est notable. Les tensions se sont ravivées tout au long de l'année 2009, l'armée chinoise ayant remilitarisé le conflit par des attaques répétées de bateaux vietnamiens principalement de pêcheurs.

Ces îles sont inhabitées et du point de vue juridique et historique, elles devraient être en territoire vietnamien. Mais trois guerres en 56, 74 et 88 ont conduit à l'occupation de ces cailloux par les militaires chinois. Ils occupent maintenant la totalité des îles Paracelles et une partie des îles Spratley, ces îles étant toutes ou en partie revendiquées par le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et même Taiwan et Brunei...

Les îles sont sur les voies d'acheminement des hydrocarbures et près des voies maritimes les

plus empruntées au monde. 90% du pétrole acheminé en Chine, en Corée du Sud et au Japon passe par le détroit de Malacca. Le premier problème est donc pour la Chine d'assurer la sécurité des pétroliers qui la fournissent.

La possession des îlots permet à la Chine d'étendre sa zone de contrôle en mer de Chine du Sud.

Les sous sols pourraient eux-mêmes contenir du pétrole en plus des ressources marines importantes comme le poisson.

Enfin, notons que la Chine se sert de ce type de conflits à des fins de politique intérieure. Elle utilise les supposées « atteintes à la souveraineté nationale » pour exacerber le sentiment nationaliste, nouveau ciment de l'unité nationale dans une Chine devenue capitaliste et au développement social plein de contradictions.

## DES CHANGEMENTS SENSIBLES

Durant une grande partie de la décennie, la Chine a cherché à convaincre ses voisins que sa montée en puissance économique était une opportunité, que la Chine n'avait pas de volonté hégémonique sur la région. La devise de Deng Xiaoping « faire profil bas et rester en retrait » était le fil directeur de la diplomatie chinoise. Dans ce cadre, la RPC a rejoint tous les forums multilatéraux de la région. Elle a développé des accords économiques bilatéraux et multilatéraux favorisant le renforcement de l'intégration économique régionale. La Chine apparaissait pour beaucoup de voisins comme un atout ayant favorisé la sortie de crise après 1997, et tous souhaitaient clairement obtenir des avantages économiques en ayant accès au formidable marché intérieur chinois.

Sur le plan de la sécurité la Chine a soldé 17 des 23 conflits territoriaux qui l'opposent à des pays d'Asie du Nord-est, d'Asie du Sud-est ou à l'Inde. Les conflits non réglés avaient été plus ou moins mis en veilleuse.

Cette période a aussi coïncidé avec un relatif désengagement des États-Unis dans la région, l'administration Bush étant polarisée par les guerres en Afghanistan et en Irak, et par sa « guerre au terrorisme ». Cela ne déplaisait pas à la Chine qui dans le même temps, concentrait ses efforts sur son développement économique.



Missiles chinois

Parallèlement à sa montée en puissance économique, la Chine a développé et modernisé son armée, forte de 2 millions d'hommes. Au plan naval, les changements de la décennie ont été spectaculaires au point d'effrayer des voisins qui s'interrogeaient sur le sens de cette

expansion navale. En 10 ans, la marine chinoise s'est imposée dans la région avec 66 sous-marins dont 5 sous-marins nucléaires, des destroyers, des frégates, des bateaux amphibies, des patrouilleurs. Selon des observateurs, la marine chinoise devrait avoir son premier porte-avion militaire à l'horizon 2012. Cela devrait lui assurer la maîtrise des airs sur l'ensemble de la région. Les USA pensent que la Chine a développé un missile balistique qui lui permet de viser des portes avions et donc menacerait le déploiement des porte avions américains dans le pacifique occidental.

Les missiles chinois auraient la capacité d'atteindre toutes les bases militaires américaines dans le pacifique, y compris les bases de Guam et Okinawa. Enfin, la marine chinoise a développé tout un système de matériels électroniques, radio, radars, etc. qui lui permet de surveiller ce qui se passe dans le pacifique.

## QUELLES TENDANCES EMERGENT A TRAVERS CE CONFLIT ?

Jusqu'à récemment, la Chine a mis en avant le slogan de « développement harmonieux » pour rassurer ses voisins inquiets par le développement de sa puissance militaire et économique. Aujourd'hui, la devise de Deng Xiaoping « faire profil bas, rester en retrait » ne semble plus d'actualité. A mesure que la pénétration économique s'est accrue, la politique de la RPC s'est faite de plus en plus agressive tant du point de vue économique que militaire : La Chine utilise sa puissance économique comme levier pour défendre ses propres intérêts. Sur le plan militaire, la marine chinoise se fait aussi plus agressive comme le montre le conflit des îles Paracelles et Spratley.

La Chine se conduit comme une puissance impérialiste. Elle utilise tous les instruments d'un État capitaliste pour défendre ses propres intérêts. Ainsi, on ne peut pas se satisfaire de la montée en puissance de la Chine, même pas au niveau économique, en arguant que cela contrebalance l'hégémonie politique américaine dans la région.

Sur le plan militaire, la Chine ne cherche pas à rivaliser avec la puissance militaire américaine qui reste incontestablement et de très loin la première puissance mondiale. Pour donner un

ordre d'idée, en 2008, les dépenses militaires des USA ont représenté 48% des dépenses militaires mondiales totales. Si l'on compare pour l'année 2009, Les USA ont dépensé environ 719 milliards de dollars soit 4% de son PIB contre 100 à 150 milliards de dollars pour la Chine (les chiffres officiels chinois sont inférieurs), ce qui représente environ 1,4% de son PIB. La puissance militaire de la Chine reste très inférieure à celle des États-Unis. Mais elle a développé une force navale qui lui permet de rivaliser en Asie dans une guerre asymétrique. Cela lui a permis de développer sa puissance sans se ruiner et mettre en danger son développement économique.

Le premier objectif du développement de la marine militaire chinoise est de lui-permettre d'assurer sa sécurité et ses intérêts et en particulier la protection des navires commerciaux qui transitent par le détroit de Malacca, une zone de piraterie à haut risque. Pour autant, de nombreux observateurs pensent que son objectif n'est pas de cantonner ses navires le long des côtes chinoises mais bien d'avoir une marine qui opère du Moyen-Orient à la seconde chaîne d'îles dans le Pacifique qui se déploie du Japon à la Papouasie occidentale en passant par l'île de Guam au delà des Philippines, c'est-à-dire dans une zone directement sous domination américaine.

Cela n'est pas sans conséquence sur les rapports entre la Chine et les USA dans la région. Certains experts doutent de la puissance de la marine chinoise mais elle a atteint un objectif important : les USA regardent maintenant à deux fois avant de s'approcher des côtes chinoises et leur hégémonie sur la région est remise en cause.

La Chine considère toute la zone allant de la mer Jaune au détroit de Malacca comme son arrière cours et elle entend y faire sa loi. Ceci est étayé par l'importance qu'a pris le conflit autour des îles Paracelles et Spratley. La RPC a fait savoir qu'elle considèrerait ce conflit d'égale importance à la question de Taiwan, du Tibet ou du Xinjiang. En termes diplomatiques, cela signifie qu'elle ne laissera personne entraver ses intérêts sur le sujet.

Les pays de la région sont évidemment très inquiets de cette politique de plus en plus

agressive, combinaison de soft et de hard power. L'équation qu'ils ont à résoudre est compliquée. Ils aimeraient à la fois garantir les bénéfices qu'ils tirent de la coopération économique avec la Chine mais dans le même temps une grande partie aimerait garantir leur sécurité par la présence politique et militaire américaine dans la région. Ils marchent sur des œufs à la fois pour ne pas fâcher la Chine et parce que dans de nombreux pays de la zone, les gouvernements ont à faire face à une opinion anti-américaine.

Malgré cela, beaucoup ont salué la diplomatie déployée par la nouvelle administration Obama qui a fait savoir rapidement qu'elle était de retour dans la région. Depuis un an, cela s'est matérialisé par la signature de toute une série d'accords sur le plan militaire, un réengagement avec les forces spéciales KOPASSUS indonésiennes responsables des massacres au Timor, le développement d'une coopération militaire avec le Vietnam, des déploiements de force à travers des exercices militaires en Thaïlande et en Corée du Sud, un redéploiement de la flotte américaine dans le pacifique.

Enfin, citons la signature d'un accord avec le Vietnam pour le développement du nucléaire civil dans ce pays.

Enfin, citons la signature d'un accord avec le Vietnam pour le développement du nucléaire civil dans ce pays.

Parallèlement, la militarisation de la région est renforcée par la politique de plusieurs pays qui se dotent de bateaux militaires et de sous-marins (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Singapour). Le Vietnam a fait appel à l'Inde qui devrait venir patrouiller près des eaux territoriales vietnamiennes à l'avenir. Cette situation peut devenir source de nouveaux conflits et de tensions importantes à deux titres. D'abord, les événements au Moyen-Orient montrent la fragilité des régimes despotiques. La Corée du nord est dans une période de transition. Il est difficile de dire quel serait la réaction des deux grandes puissances Chine et Usa si des bouleversements secouaient le pays. D'un autre côté, la présence de tous ces navires de guerre peut s'avérer explosive car comme le dit le proverbe chinois « un tigre qui ne montre pas sa férocité est traité comme un chat malade ».

## 2010 EN ASIE : INTENSIFICATION DES LUTTES OUVRIERES POUR UN SALAIRE VITAL

CHRISTINE SCHNEIDER – LE 15 FEVRIER 2011

L'année 2010 a été marquée par de grandes grèves ouvrières pour des augmentations de salaires en Chine, au Bangladesh, au Cambodge et au Vietnam.

Dans ces trois derniers pays, ce sont les ouvriers du textile qui se sont révoltés. Les travailleurs sont confrontés à l'inflation des prix sans que leur salaire n'augmente. Leurs revenus sont en dessous du minimum nécessaire pour assurer les besoins vitaux de leur famille. Le Bangladesh est le pays où les ouvriers du textile sont le moins bien payés de la planète et où les salaires des femmes, principale main d'œuvre du textile sont bien en dessous de celui des hommes pour le même travail.

Dans l'industrie du textile, ce sont les donneurs d'ordre européens ou américains qui commandent de grandes quantités de produits manufacturés à bas coût. La production textile se fait dans des pays où la main d'œuvre est peu payée, où les lois sociales sont faibles, où les conditions du travail sont très dures et où le droit du travail, s'il existe, n'est pas respecté.

Dans les pays d'Asie, comme partout ailleurs, le chantage à la délocalisation existe. Les travailleurs ont peur de revendiquer et de perdre leur travail. L'importance du textile dans les exportations de ces pays est telle que les gouvernements et les industriels, en particulier au Bangladesh, considèrent le fait de revendiquer comme une atteinte à la sécurité du pays.

### LEURS REVENDICATIONS

En raison des hausses de prix des biens de consommation courante, les ouvriers ne peuvent subvenir à leurs besoins de base. Ils réclament non seulement un salaire minimum, mais un salaire décent, c'est-à-dire le minimum vital pour eux et leur famille, car il leur devient impossible de se nourrir même en faisant des heures supplémentaires. En 2009, les revenus sont estimés à 1 \$ par jour au Bangladesh, 2 \$ en Inde, au Vietnam, au Cambodge et au Pa-

kistan, 2 à 4 \$ en Chine, en Indonésie et en Thaïlande<sup>1</sup>.

Au Bangladesh, pour le seul mois de mai, l'inflation a atteint presque 9% et les prix des aliments de base, comme l'huile, le riz ont augmenté de plus de 10% en un mois et triplé en quatre ans. Le salaire minimum est resté inchangé entre 1994 et 2006 alors que l'inflation atteignait 4 à 5% par an. Le salaire mensuel minimum a été réactualisé en 2006 pour passer à 1662 takas (19,1 euros). En juillet 2010, le gouvernement bangladais a proposé aux travailleurs du textile un salaire quotidien de 1,10 € (33 euros par mois). Soit 80 % d'augmentation. Les syndicats revendiquaient 5 000 takas, soit 60 euros par mois.

Au Cambodge, la maigre revalorisation du salaire en juillet a déclenché le mouvement de 200 000 ouvriers pendant trois jours. Le gouvernement et les industriels voulaient passer le salaire mensuel de 50 à 61 dollars (47,5 euros). Les syndicats réclamaient 93 dollars. Le strict minimum pour vivre.

Au Cambodge comme au Bangladesh, c'est la faible augmentation des salaires qui a mis le feu aux poudres.



Ouvrières du textile en lutte au Bangladesh



## LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Au Sri Lanka<sup>2</sup>, une ouvrière raconte que pour assurer ses dépenses pour la nourriture, le logement, les médicaments, les quelques vêtements, les rares déplacements sur de grandes distances, il ne lui reste plus rien pour l'éducation et les loisirs. En travaillant 12 à 14 heures par jour, les dimanches et pendant les vacances, son salaire n'est pas suffisant pour satisfaire ses besoins de base. La nourriture n'est pas suffisante pour assurer une grossesse.

En Chine, le travail peut se faire le dimanche s'il s'agit d'une commande urgente à terminer. Les congés annuels notamment lors des fêtes de Nouvel An où les ouvriers rentrent dans leur famille ne sont pas payés. Les maladies musculo-squelettiques dues au travail répétitif se développent. L'assistance médicale n'existe pas, encore moins une couverture sociale. Le salaire d'un couple doit assurer la vie d'une famille avec enfants et éventuellement les grands parents.

Au Bangladesh, les ouvriers travaillent dans le bruit et la chaleur des ateliers surchargés et surchauffés. Les conséquences sur la santé sont le manque de sommeil, le stress physique et mental. Pour ceux qui ne tiennent pas le rythme, ce sont les accidents, la maladie et le manque d'argent pour se soigner puisque sans travail.

«On travaille quatorze heures par jour, parfois sept jours sur sept, et on ne peut plus nourrir nos familles», raconte à Libération Amirul Haque Amin, président de la Fédération des Travailleurs du Textile (National Garment Workers Federation)<sup>3</sup>. Les horaires ne sont pas respectés ; sous la pression des commandes, les patrons demandent des heures supplémentaires et tentent de faire la production de deux journées en une. Jusqu'à présent, les ouvriers acceptaient car le salaire d'une journée de 8h n'était pas suffisant pour satisfaire les besoins d'une famille. Et le travail supplémentaire était le seul moyen de survivre. L'impact sur la vie de famille fait que les enfants se retrouvent confiés à d'autres ou retirés de l'école par manque d'argent.

Les usines ne sont pas sécurisées. Entre 2006 et 2009, 414 ouvriers du textile ont perdu la vie dans plus de 200 incendies d'usines, dus à la

vétusté des installations électriques et des court-circuits. Le 14 décembre 2010, 25 personnes ont péri dans un incendie : selon les travailleurs, les issues de secours étaient bloquées.

Au Bangladesh, l'industrie du textile représente 80 % des exportations et pèse, dans la balance commerciale, 12 milliards de dollars (9,8 milliards d'euros). Elle emploie quelques 3 millions de personnes, soit 40 % de la main-d'œuvre nationale, réparties dans 4 000 usines.

La plupart des employés sont des femmes. Leur salaire est considéré comme un salaire d'appoint par rapport aux pères de familles et elles sont bien moins payées alors qu'en fait c'est souvent le seul revenu de la famille. Les femmes ont la responsabilité du ménage et font des doubles journées. Elles reçoivent moins de promotions. Souvent leurs chefs sont des hommes et l'intimidation ou le harcèlement ne sont pas rares. Les employeurs s'accommodent de la production « juste-à-temps », de la fluctuation des commandes et des prix en employant des femmes soumises à des jobs précaires, saisonniers ou effectués à la maison.

## LES EXIGENCES DES DONNEURS D'ORDRE

Dans le textile, les délocalisations sont un phénomène ancien. Les usines textiles du Nord de la France ont fermé tout d'abord au profit du Portugal, de la Tunisie, de la Turquie, puis de l'Indonésie, du Vietnam, du Cambodge, en passant par le Bangladesh et la Chine. A la fin des années 90, au moment de la chute de Suharto, l'Indonésie a été traversée par de grandes grèves dans des usines textiles. Aujourd'hui beaucoup de ces usines ont fermé, délocalisées vers d'autres pays d'Asie où le coût du travail pouvait baisser. Et cela continue, chaque pays subit à son tour la délocalisation vers un autre pays.

Les fabrications textiles sont exportées vers les États-Unis et l'Union européenne. Les donneurs d'ordre sont de grandes marques internationales comme Gap, Zara, H&M ou de grandes enseignes comme Wal-Mart, Tesco, Carrefour, Metro, Marks and Spencer.

Selon *l'Observatoire économique de l'Institut français de la mode*, « les entreprises du secteur mode/habillement travaillent aujourd'hui

activement à l'optimisation de leur chaîne d'approvisionnement, du processus de collection à la distribution en magasin ». Et cette chaîne comprend une division du travail à l'échelle du monde. Si la conception se fait à un bout de la planète, la fabrication se fait en Asie. Et la mode change tous les trois mois en magasin ! Les géants du prêt-à-porter réduisent les coûts et les délais de production. Ils multiplient leurs fournisseurs, si l'un ne peut pas effectuer une commande, cette dernière est rapidement délocalisée ailleurs. Les commanditaires, font jouer la concurrence, imposent les tarifs les plus bas tout en n'étant pas trop dépendants d'une même usine.

Parce que des acheteurs payent en retard ou annulent des commandes, les patrons locaux se retrouvent en difficulté financière et les repercutent sur les travailleurs. Dans certains cas, ils peuvent arrêter pendant plusieurs mois de payer des salaires. En Chine, les autorités officielles reconnaissent le défaut de paiement des entreprises comme le « déclencheur d'actions de désespoir » ou de « perturbation du calme social ».

#### LES DROITS ET LES ORGANISATIONS DES TRAVAILLEURS

Au Vietnam, en novembre, ce sont les travailleurs de deux usines de textile et de chaussures de Ho Chi Minh City qui se mettaient en grève pour des augmentations de salaires. Avec une inflation de 1% par mois, 10% pour l'année, leur salaire trop bas ne leur permettait plus de payer leurs dépenses journalières de nourriture.

Au Cambodge, à la fin de 2007, il y avait déjà eu des grèves avec des revendications salariales. En 2010 en septembre, pendant trois jours 200 000 ouvriers de 90 usines de Phnom Penh et de province ont manifesté. Ils revendiquaient une revalorisation du salaire minimum.

Suite à ce mouvement, la répression a été forte. Plus de 300 travailleurs ont été licenciés ainsi que plusieurs leaders syndicaux. Ils ont été « punis » pour avoir participé à un mouvement d'ampleur pour un salaire vital.

Les actions des patrons contreviennent à la constitution cambodgienne et aux lois du travail existantes. Le gouvernement cambodgien a réagi en faisant pression sur les employeurs pour qu'ils renoncent à leurs procès et qu'ils

reviennent à la table des négociations. En octobre, la justice a ordonné aux employeurs de réintégrer les ouvriers licenciés, mais cela n'est toujours pas effectif.

En novembre, Sous Chantha, syndicaliste de la Coalition des Syndicats Démocratiques des Travailleurs de l'habillement (C.CAWDU) a été arrêté pour trafic de drogue. Il risque plusieurs années de prison. Il s'agit selon toute vraisemblance d'une provocation pour empêcher ses activités syndicales.

D'un côté, le gouvernement cambodgien appelle au dialogue entre patrons et syndicats, de l'autre, la police utilise la violence et l'intimidation.

Au Bangladesh, 3 millions de personnes sont employés dans le textile. 800 000 ouvriers ont été en grève du 19 juin au 23 juin pour réclamer des salaires plus élevés. Une deuxième vague de grève a touché quelques 700 usines en juillet-août. Les travailleurs et travailleuses réclamaient un triplement du salaire minimum fixé à 25 dollars depuis 2006. Et début décembre de nouvelles mobilisations ont eu lieu. Cette fois parce que le salaire fixé à 43 dollars en août n'était toujours pas versé en novembre. A chaque mobilisation la police anti-émeute a attaqué violemment dans la région de Dacca et Chittagong et fait plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés. Les militants syndicaux qui tentent d'organiser les travailleurs subissent des intimidations. Leurs familles aussi sont persécutées. Moshrefa Mishu, présidente du Forum pour l'Unité des Travailleurs (Garment Workers Unity Forum) a été arrêtée le 14 décembre à son domicile. A ce jour elle est toujours emprisonnée, après avoir subi des violences de la part des policiers.

Des Organisations Non Gouvernementales européennes et des syndicats asiatiques ont cherché à unifier les revendications des travailleurs du textile à l'échelle régionale. Ils ont cherché à fixer le salaire nécessaire pour assurer le minimum vital. C'est-à-dire fixer un salaire minimum commun en Asie en fonction du coût de la vie et de la taille des familles dans chaque pays. Cette revendication est légitime pour résister à la concurrence entre pays d'Asie et le chantage à la délocalisation fait par les donneurs d'ordre.

Les marges de manœuvre restent bien étroites quand la violence de la lutte de classes est telle. Le problème reste de pouvoir mettre en œuvre cette revendication alors que l'exigence actuelle est que les salaires suivent l'inflation ou que les gouvernements subventionnent les aliments de base. La révolte des travailleurs du textile correspond à la violence de leur exploitation.

1. *Asian Floor Wage Alliance, Stitching a decent wage across borders, 2009*
2. *id*
3. *Libération 4/08/2010, Au Bangladesh, les employés du textile sont prêts à en découdre*

### A LIRE, A VOIR, A ECOUTER

Des articles à lire sur le site Europe Solidaires Sans Frontière <http://www.europe-solidaire.org/> (Mots clés : *Cambodge, Bangladesh*)

*Comment meurent les bateaux et qui coud ma chemise ?*, L'usine de textile de Chittagong au Bangladesh

Deux émissions radio de Daniel Mermet : « Là-bas ci j'y suis » diffusées le 25 juin 2007 sont sur Internet [http://www.la-bas.org/article.php3?id\\_article=877&var\\_recherche=bangladesh](http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=877&var_recherche=bangladesh)

*Made in Monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale* Suzanne Berger (dir.) Seuil, février 2006, 362 pages

*DVD Nord-Sud les victimes de la délocalisation*, Documentaire (2005). Sur les ouvrières d'une usine textile du Vietnam, sur les luttes des ouvrières de l'usine Levi's qui a fermé.

## INDE : CONDAMNATION D'UN MILITANT DES DROITS DE L'HOMME

### CHRISTINE SCHNEIDER

Le 24 décembre 2010, le docteur Binayek Sen a été condamné à la prison à vie. Une façon pour les autorités de faire un exemple au moment où la répression contre les populations autochtones et la guérilla maoïste ne cesse de s'amplifier.

Pédiatre, il est le fondateur d'un hôpital dans une ville minière ainsi que d'un dispensaire au fin fond de l'État du Chhattisgarh. Il est aussi le promoteur d'actions de formation de santé dans cette région délaissée par le gouvernement.

Après avoir rendu visite une trentaine de fois à un chef de la guérilla maoïste en prison en 18 mois, il a fini par être accusé d'avoir transmis trois lettres écrites par ce dernier. Emprisonné depuis mai 2007 pour complicité avec les maoïstes, il vient d'être condamné pour sédition, accusation très grave, en vertu de plusieurs dispositions légales : le Code Civil Indien, la loi Spéciale de Sécurité publique du

Chhattisgarh et la loi de prévention contre les activités illégales.

Binayek Sen est secrétaire général de l'Union Populaire pour les libertés publiques (PUCL). Cette organisation des droits de l'homme dénonce les exactions de la milice locale, la Salva Judun, mise en place contre les maoïstes.

Cette milice a organisé des déplacements brutaux de la population sous prétexte de les protéger de la violence de la guérilla maoïste. Elle est soutenue par le gouvernement de l'État du Chhattisgarh dont le principal parti au pouvoir est le BJP, parti nationaliste hindou.

Dans cet état, comme dans beaucoup d'états du centre de l'Inde, l'enjeu est de récupérer des terres occupées par des habitants autochtones afin d'en exploiter le sous-sol minier très riche par de grandes compagnies industrielles.

Beaucoup de militants de la gauche radicale ou des figures connues comme l'écrivain-essayiste Arhundati Roy dénoncent les tenta-

tives d'expulsion des populations de leur terre au profit de groupes industriels. Ils s'expriment aussi contre l'opération militaire massive du gouvernement fédéral indien contre la guérilla maoïste, opération qui vise également les habitants qui résistent.

Aujourd'hui, cette condamnation vise à les museler. La répression contre les militants des droits de l'homme en Inde vient de monter d'un cran.

## VIET NAM A L'AUBE DE L'ANNEE DU CHAT<sup>1</sup>

ANH NINH - LE 06 MARS 2011

Quelques jours avant l'année du Chat, le Parti Communiste Vietnamien clôturait son 11<sup>e</sup> congrès à Hanoi.

Malgré un renouvellement des principaux responsables tout concorde pour que la politique suivie depuis 1986 (le fameux *Doi moi*, le renouveau, c'est-à-dire l'acceptation de l'économie de marché « à orientation socialiste ») se poursuive. Nguyen Tan Dung a été reconduit à son poste de Premier ministre malgré les scandales politico-financiers qui ont jalonné son dernier mandat : la quasi-faillite de Vinashin le constructeur naval national ou la polémique sur l'exploitation des mines de bauxite vietnamiennes par la Chine. L'accroissement régulier du taux de croissance depuis des années (même s'il a été moindre en 2008/2009) a permis à la grande majorité des Vietnamiens, d'année en année, de vivre mieux économiquement. Certes, la répartition des richesses est très inégale entre les régions, entre les villes et les campagnes, entre une nouvelle classe moyenne émergente et les classes populaires. Dans l'ensemble, jusqu'à une date récente, chacun trouvait une amélioration régulière de son pouvoir d'achat quitte à exercer plusieurs activités lucratives. Depuis deux ans, l'inflation aux alentours de 10% a sérieusement écorné le pouvoir d'achat en particulier dans la classe ouvrière. De nombreuses grèves sauvages (en principe une grève doit être autorisée par un syndicat officiel) se sont multipliées dans les grandes usines de textiles ou de chaussures à capitaux étrangers pour des augmentations de salaires ou pour le

respect de la dignité des travailleurs en particulier dans les usines taïwanaises et coréennes.

L'agriculture reste un secteur essentiel du pays. La grande majorité des Vietnamiens vit à la campagne et l'agriculture a un rôle non négligeable dans les exportations. Toutefois elle n'est pas très moderne et nécessite des investissements importants. Mais si cette modernisation devait conduire à une réduction de la main d'œuvre agricole et par conséquent à un exode rural massif, cela générerait des tensions aux conséquences incalculables car les grands centres urbains seraient dans l'incapacité d'accueillir ces migrations.

Durant deux décennies, le développement du Viêt Nam a été assuré par des exportations massives vers l'Europe et les USA grâce aux bas salaires pratiqués dans le pays. Ces exportations rapportaient des devises qui permettaient d'importer des biens d'équipements. Mais « à cause de la crise mondiale, les exportations vers Europe et les États-Unis ont décliné puis augmenté moins vite alors que les importations continuaient de croître. Et les flux d'investissement étrangers qui compensaient le déficit commercial se sont largement taris. En 2009 le déficit des échanges commerciaux est de 10 milliards de \$ soit 17% du PIB » (2) Aujourd'hui le marché intérieur vietnamien est inondé de produits manufacturés chinois. Le déficit commercial envers la Chine s'accroît plus vite qu'envers les autres pays avec pour conséquence la vente de matières premières et énergétiques vers celle-ci et l'acceptation des

investissements chinois dans des secteurs essentiels de matières premières comme la bauxite. Certains craignent que cette dépendance vis-à-vis de la Chine ne fasse basculer le pays vers une vassalisation de fait (le Viêt Nam vécut sous la domination chinoise pendant plus de 1000 ans et l'histoire nationale commence avec les sœurs Trung qui ont combattu les Chinois de 14 à 43 après JC).

Par ailleurs la querelle entre les deux pays qui chacun revendique les îles Paracels et Spratley dans la mer de Chine (et surtout les richesses naturelles qui s'y trouvent) exacerbe encore davantage les tensions.

En décembre 2007, des manifestations spontanées de jeunes qui se regroupaient via les téléphones portables ou Internet pour manifester devant l'ambassade chinoise de Hanoi (les vidéos étant aussitôt diffusées sur Youtube) indiquaient l'ampleur d'un sentiment national voire nationaliste dans la jeunesse. C'était aussi la découverte de la maîtrise des nouvelles technologies par la jeunesse urbaine. Plus de la moitié des 80 millions d'habitants a moins de 30 ans. Aujourd'hui plus de la moitié de la population possède (au moins) un téléphone portable, l'accès à Internet est très largement répandu jusque dans les campagnes.

C'est ce qui explique la rigueur avec laquelle des « cyberdissidents » sont condamnés. Outre la contestation sociale, la contestation politique, très faible et liée essentiellement à des groupes de *Viêt Kieu* (3) à l'étranger, c'est l'agitation dans les milieux chrétiens qui a retenu l'attention dans les dernières années. Les Catholiques en particulier ont massivement manifesté à Hanoi en 2008 pour le retour à l'église d'un terrain situé en plein centre ville jadis de l'ancienne Délégation apostolique. Ces manifestations pacifiques de plusieurs milliers de personnes ont été « gérées » par le pouvoir sans violence. Preuve aussi que le pouvoir est suffisamment solide pour laisser s'exprimer une certaine contestation. En 2001 les minorités ethniques du centre avaient organisé des

manifestations monstres, en 1997 des manifestations paysannes violentes avaient pris pour cibles des responsables locaux corrompus. Fait nouveau depuis deux ou trois ans, les violences policières sont dénoncées et la population, lors de divers incidents, n'hésite pas à s'en prendre violemment aux forces de l'ordre. Ce fut le cas en mai 2010 dans la province de Ha Tinh dans le Nord du pays. Considérant que la police était responsable de la mort d'un jeune qui fuyait un contrôle de police (pour défaut de port de casque) des échauffourées eurent lieu, des véhicules de la police furent incendiés. Ces violences ne remettent pas en cause le pouvoir en place, mais témoignent d'une attitude radicale qui tranche avec le passé. On peut penser que, dans le futur, la contestation pourrait prendre des formes radicales.

- (1) Les Vietnamiens fêtent l'année du Chat, les Chinois l'année du lapin
- (2) *Un modèle de développement qui s'épuise* par Philippe Delalande in *Carnets du Viêt Nam* n°24 janvier 2010
- (3) *Viêt Kieu* : Vietnamiens de l'étranger



## NOS RECENTS ARTICLES SUR L'ASIE

### ASIE

#### **Intensification des luttes ouvrières pour un salaire vital**

*Christine Schneider*

Paru dans Asies en Lutte n°5, [ESSF](#), [Extrême Asie](#)

### BIRMANIE

#### **Enjeux autour des élections**

*Danielle Sabai*

Paru dans [Inprecor n°567-568](#), [ESSF](#)

#### **Élections birmanes : des changements possibles ?**

*Danielle Sabai*

Paru dans [ESSF](#), [Extrême Asie](#)

#### **Des élections ni justes ni libres**

*Danielle Sabai*

Paru dans [TEAN du 11/11/10](#)

#### **Burma : Is Change Possible ?**

*Danielle Sabai*

Paru dans [International View Point](#), [View Point](#), [ESSF](#), [Asia Left Observer](#)

### CHINE

#### **Un printemps ouvrier au cœur de l'atelier du monde**

*Danielle Sabai*

Paru dans [Inprecor n°566](#), [ESSF](#), [Extrême Asie](#)

#### **A worker' Spring in the Heart of the "workshop of the world"**

*Danielle Sabai*

Paru dans [International View Point](#), [View Point](#), [Asia Left Observer](#), [ESSF](#)

#### **Conflit en mer de Chine du Sud**

*Danielle Sabai*

Paru dans Asies en lutte, [ESSF](#), [Extrême Asie](#)

#### **China's Resistance to the International Crisis. Strength and Weakness**

*Jean Sanuk*

A paraître dans un livre collectif pour Socialist Resistance

### IMPERIALISME

#### **Internationaliste ! – Faut-il au nom de l'internationalisme se ranger derrière les talibans ?**

*Pierre Rousset*

Paru dans [ESSF](#)

**Anti-Imperialism Today***Pierre Rousset*Paru dans [Asia Left Observer](#), [Viewpoint](#), [ESSF](#)

## INDE

**Condamnation d'un militant des droits de l'homme***Christine Schneider*

Paru dans Asies en Lutte, ESSF

## PHILIPPINES

**Le parti révolutionnaire des travailleurs (Mindanao) et la gauche philippin***Pierre Rousset*Paru dans [ESSF](#), [Extrême Asie](#)**The Second Congress of the Revolutionary Workers Party (Mindanao)***Pierre Rousset*Paru dans [International View Point](#), [ESSF](#), [Asia Left Observer](#)**Un point d'Histoire sur le parti révolutionnaire des travailleurs de Mindanao***Pierre Rousset*

Paru dans Inprecor n°566

## THAÏLANDE

**Enjeux de la crise thaïlandaise***Danielle Sabai et Pierre Rousset*Paru dans [ESSF](#), [Extrême Asie](#), [TEAN magazine \(13/09/10\)](#)**What is at Stake in the Crisis?***Danielle Sabai and Pierre Rousset*Paru dans [Asia Left Observer](#), [ESSF](#),[International View Point](#)

## VIET NAM

**Viêt Nam à l'aube de l'année du Chat***Anh Ninh*

Paru dans Asies en lutte n°5

**Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : [anim-asie@npa2009.org](mailto:anim-asie@npa2009.org)**

NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil / Tél.: 01 48 70 42 30/

<http://www.npa2009.org/>